



## I. CONTEXTE DU 2<sup>ème</sup> APPEL A PARTENARIATS

Au cours de la dernière décennie, le nombre de journalistes agressés ou assassinés n'a cessé d'augmenter dans le monde. Entre 2010 et 2020, l'UNESCO a condamné plus de 950 meurtres de journalistes, alors que la tendance à l'impunité généralisée pour les crimes commis à leur encontre persiste : aujourd'hui, sur 10 meurtres commis à l'encontre des journalistes dans le monde, neuf restent impunis<sup>1</sup>.

Alors que le nombre de meurtres et d'autres attaques contre des journalistes augmente, **la nature de la violence à leur encontre est en train de changer**<sup>2</sup>. La capacité des journalistes à rapporter des informations et à fournir des informations crédibles au public est entravée par un large éventail d'attaques et de violations, notamment les menaces, le harcèlement, les pressions économiques, les poursuites judiciaires abusives (comme la poursuite-bâillon), les détentions arbitraires et le manque d'accès à une assistance juridique spécialisée et sensible au genre. Un nombre croissant de journalistes sont tués en dehors des zones de conflit, réduits au silence pour avoir rendu compte des questions de corruption, de criminalité et de politique – tandis que les cas de menaces et de harcèlement en ligne continuent d'augmenter.

La **crise mondiale provoquée par la COVID-19** et certaines des mesures d'urgence prises dans le monde entier en réponse à l'épidémie ont considérablement aggravé les défis posés à la liberté de la presse et au travail des journalistes. Cela, à un moment où la presse a un rôle plus important que jamais dans la diffusion d'informations au public<sup>3</sup>. En effet, la propagation du nouveau coronavirus a été accompagnée par l'adoption de mesures restrictives pour faire face à la pandémie et d'une montée en puissance de la désinformation et de la mésinformation (une « *désinfodémie* »<sup>4</sup>), créant un cercle vicieux qui a gravement affecté l'accès des citoyens à une information fiable et opportune. Dans

<sup>1</sup> [Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et le danger de l'impunité.](#)

<sup>2</sup> [Aggravation des attaques, nouveaux modes de défense : derniers développements dans le combat visant à protéger les journalistes et en finir avec l'impunité.](#) Série In Focus, Tendances mondiales en matière de Liberté d'expression et de Développement des médias (2019) (disponible en anglais uniquement).

<sup>3</sup> [Journalisme, liberté de presse et COVID-19.](#) Note thématique dans la série de l'UNESCO : Tendances mondiales en matière de Liberté d'expression et de Développement des médias.

<sup>4</sup> [Désinfodémie : Déchiffrer la désinformation sur le COVID-19.](#) Note d'orientation 1 de l'UNESCO (2020).

certain cas, la déclaration de l'état d'urgence et l'adoption de mesures extraordinaires étendues pour contrer la désinformation ont entraîné des restrictions indues ou disproportionnées des droits fondamentaux – en particulier des droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information publique. Le danger représenté par des éventuelles poursuites judiciaires et/ou des arrestations et des détentions imminentes a de lourdes conséquences sur la capacité des journalistes et des médias d'intérêt public à couvrir la pandémie de manière efficace et sûre.

La **vague de manifestations** qui a éclaté autour du monde ces dernières années a été accompagnée d'une augmentation importante des attaques contre la presse, y compris des cas de harcèlement, d'arrestations et de violences physiques contre les journalistes – tant par les forces de sécurité que par les manifestants. Entre 2015 et juin 2020, l'UNESCO a recensé au moins 10 cas de journalistes tués alors qu'ils couvraient des manifestations et 125 cas d'attaques ou d'arrestations de journalistes dans le cadre de manifestations dans 65 pays<sup>5</sup>. Ces attaques et l'accès limité à la protection juridique entravent la liberté des journalistes d'informer les citoyens sans crainte de persécution sur les causes des manifestations et la réponse des autorités étatiques à ces manifestations, ce qui a un impact négatif sur la liberté d'expression et les fondements mêmes de la démocratie.

Les **femmes journalistes** sont confrontées à une multitude de risques et de dangers spécifiques, tant en raison de leur profession que de leur sexe. Si les femmes journalistes sont confrontées à des menaces contre leur sécurité physique –telles que les agressions, les agressions sexuelles, les viols et les meurtres–, elles sont également la cible d'abus et de harcèlement en ligne plus fréquents et plus virulents que ceux ciblant leurs collègues masculins. Une étude de l'UNESCO et de l'ICFJ a montré que 73% des femmes journalistes interrogées sont confrontées à la violence en ligne en raison de leur travail, tandis que 30% d'entre elles ont déclaré qu'elles s'autocensuraient parce qu'elles étaient la cible d'abus et de violences en ligne. En outre, les abus dont elles sont victimes sont souvent fortement sexualisés, ciblant non pas le contenu de leur travail, mais leurs traits physiques, leur origine culturelle ou leur vie privée.

Pendant que seul un cas sur 10 de meurtres à l'encontre des journalistes débouche sur une condamnation, l'absence de justice pour ces crimes sert à enhardir les responsables d'attaques contre des journalistes et a un effet dissuasif sur la société dans son ensemble. L'autocensure qui résulte de ces menaces prive la société d'informations et nuit davantage à la liberté de la presse, tandis que l'État de droit et la confiance des citoyens dans le système judiciaire sont gravement ébranlés.

La sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité des crimes commis à leur encontre sont essentielles pour garantir le droit fondamental à la liberté d'expression, inscrit à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il appartient donc à toutes les parties prenantes de promouvoir un environnement libre, sûr et indépendant permettant aux journalistes d'exercer leur métier sans ingérence indue.

---

<sup>5</sup> [Sécurité des journalistes couvrant les manifestations : préserver la liberté de la presse en période de troubles](#). Note thématique dans la série de l'UNESCO : Tendances mondiales en matière de Liberté d'expression et de Développement des médias.

## II. QU'EST-CE QUE LE FONDS MONDIAL POUR LA DÉFENSE DES MÉDIAS ?

Le Fonds Mondial pour la Défense des Médias (« GMDF » ou « le Fonds ») est un Fonds multi-donateurs mis en place par l'UNESCO dans le cadre de la *Campagne mondiale pour la liberté des médias* et sous l'égide du [Plan d'Action des Nations Unies sur la Sécurité des Journalistes et la Question de l'Impunité](#), et déclenché par les contributions initiales du Royaume-Uni et du Canada.

Géré par l'UNESCO, le Fonds est un mécanisme réactif et efficace pour soutenir les organisations à but non lucratif travaillant sur le terrain au niveau local, régional et international dans la mise en œuvre de projets **renforçant la protection juridique des journalistes** et/ou la **protection de la liberté des médias par le biais du journalisme d'investigation ou du litige stratégique**.

Le Fonds est implémenté selon quatre approches ou Résultats clés :

- **Résultat 1** : *Favoriser la coopération juridique internationale ainsi que le partage et la mise en œuvre de bonnes pratiques, afin de promouvoir la défense des journalistes attaqués ;*
- **Résultat 2** : *Renforcer l'opérationnalisation des mécanismes nationaux de protection et des réseaux de soutien par les pairs, notamment en aidant les gouvernements et d'autres institutions à élaborer au niveau national des cadres, des plans d'action et une législation concernant la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, afin de garantir un accès rapide des journalistes à une assistance juridique, renforcer leur défense et améliorer leur sécurité, en tenant compte de la nature sexospécifique des menaces auxquelles ils sont confrontés ;*
- **Résultat 3** : *Soutenir le journalisme d'investigation qui contribue à réduire l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, et à renforcer la sécurité de ceux qui travaillent dans ce domaine ;*
- **Résultat 4** : *Renforcer les structures servant à favoriser le contentieux stratégique afin de protéger les environnements où les cadres juridiques sont propices à un écosystème médiatique indépendant, libre et pluraliste.*

Le GMDF est **conjointement mis en œuvre** par l'UNESCO et des partenaires de mise en œuvre spécialisés<sup>6</sup>, notamment des ONG spécialisés, des associations de médias, des syndicats de journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des associations d'avocat et des organisations d'aide juridique pro bono, des réseaux de journalisme d'investigation, des fondations, des institutions académiques et d'autres entités à but non lucratif – ainsi que l'Institut des droits de l'homme de l'International Bar Association (IBAHRI), le Réseau Consultatif de la Coalition pour la liberté des médias, et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH).

<sup>6</sup> Les partenaires de mise en œuvre sont des entités sans but lucratif auxquelles l'UNESCO a confié partiellement ou totalement la mise en œuvre de programmes ou de projets prédéfinis dans un document signé (un Accord de Partenariat d'Exécution ou « IPA »), tout en assumant l'entière responsabilité et l'obligation de rendre compte de l'utilisation efficace des ressources et de la réalisation des produits attendus tels que définis dans l'IPA. Le partenaire reçoit un financement de l'UNESCO pour la mise en œuvre du programme ou du projet, mais **doit aussi apporter** sa propre « valeur ajoutée » en termes de contribution monétaire ou en nature.

L'UNESCO lance des appels à partenariat annuels ou bisannuels ouverts aux parties prenantes désireuses de mettre en œuvre ou de renforcer des initiatives locales, régionales et/ou mondiales qui contribuent à faire progresser le Résultat 2, le Résultat 3 et le Résultat 4 du GMDF.

Le GMDF est en complémentarité et en synergie avec les projets mis en œuvre dans le cadre du programme régulier de l'UNESCO et d'autres modalités extrabudgétaires soutenant le travail de l'Organisation sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité – notamment [l'initiative de l'UNESCO visant à soutenir le rôle des forces de sécurité et du système judiciaire dans la protection et la garantie d'un environnement propice à la liberté d'expression](#), ainsi que le [Programme multi-donateurs pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes](#) et le [Programme international pour le développement de la communication](#) (PIDC). Vous pouvez trouver tous les cours et le matériel de formation produits par ces programmes [ici](#).

### III. QUELS TYPES DE PROJET PEUVENT ÊTRE SOUTENUS PAR CE FONDS ?

L'**objectif** de cet Appel à Partenariats est d'apporter un soutien financier aux projets locaux, régionaux et internationaux qui, conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme, contribueront à renforcer la liberté des médias et à améliorer la protection juridique des journalistes **en faisant progresser au moins l'un** des Résultats suivants du GMDF :

#### **RÉSULTAT 2**

Dans le cadre du Résultat 2, le GMDF soutient des projets visant à garantir un accès rapide des journalistes à une assistance juridique, renforcer leur défense et améliorer leur sécurité en :

- a) Renforçant l'opérationnalisation des mécanismes de protection nationaux ;
- b) Renforçant l'opérationnalisation des réseaux de soutien par les pairs (y compris les syndicats de journalistes et les associations professionnelles) ;
- c) Permettant ou améliorant l'accès des journalistes à une assistance juridique spécialisée et sensible au genre.

Les projets cherchant à faire progresser le Résultat 2 peuvent mettre en œuvre différentes activités, notamment (parmi d'autres activités) :

- Établir, rendre opérationnelles et/ou renforcer des unités/cellules juridiques ou des équipes de protection juridique qui fourniront une assistance juridique rapide, spécialisée et sensible au genre (y compris des conseils juridiques, une représentation juridique, etc.) aux journalistes et/ou aux médias confrontés à des attaques, des menaces, des restrictions ou des pressions excessives ou indues (y compris des poursuites-bâillons) pour l'exercice légitime de leur profession.
- Fournir un soutien spécialisé aux journalistes et/ou aux médias devant les mécanismes nationaux de protection dans des cas de menaces, d'attaques, de restrictions ou de pressions à leur encontre.
- Promouvoir la création de réseaux durables d'avocats spécialisés dans le domaine de la liberté des médias, d'organisations d'aide juridique ou d'autres initiatives visant à améliorer l'accès des journalistes à une assistance juridique spécialisée.

- Documenter, surveiller et évaluer la mise en œuvre stratégique et l'efficacité des mécanismes nationaux existants de surveillance, prévention, protection et poursuite pour les questions de sécurité des journalistes.
- Faciliter l'accès des journalistes à des informations fiables et pratiques pour renforcer leur protection juridique, en tenant compte de la nature sexospécifique des menaces/attaques dont ils font l'objet et de l'environnement juridique et médiatique local.
- Mettre en place, rendre opérationnel et maintenir un système d'alerte précoce pour identifier les journalistes ayant besoin d'une défense juridique et alerter le pouvoir judiciaire et les forces de sécurité en charge de leur protection.
- S'engager auprès des procureurs et/ou des forces de l'ordre pour promouvoir et renforcer le respect du droit international des droits de l'homme tout au long du processus d'enquête lorsqu'un crime présumé est commis contre un journaliste.
- Documenter, surveiller et évaluer la conformité de l'enquête et des poursuites judiciaires dans les cas de crimes contre les journalistes avec les [Lignes directrices destinées aux procureurs relatives aux crimes commis contre les journalistes \(UNESCO-IAP\)](#).
- Établir, rendre opérationnels et coordonner les réseaux de soutien par les pairs afin de mettre en relation les journalistes ayant besoin d'une protection juridique avec des organisations fournissant des services juridiques aux journalistes.

### **RÉSULTAT 3**

Dans le cadre du Résultat 3, le GMDF soutient le journalisme qui contribue à a) réduire l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes ; et b) à renforcer la sécurité de ceux qui travaillent dans ce domaine.

Les projets cherchant à faire progresser le Résultat 3 peuvent mettre en œuvre différentes activités, notamment (parmi d'autres activités) :

- Surveiller, documenter et mettre la lumière sur des cas de menaces et/ou d'attaques contre les journalistes comme moyen d'obtenir l'engagement public des autorités compétentes à tenir les auteurs responsables, afin de faire avancer les enquêtes liées à ces crimes.
- Mener des enquêtes journalistiques approfondies afin d'assurer un suivi judiciaire et de tenir les autorités compétentes (y compris les procureurs, les forces de l'ordre et le pouvoir judiciaire) responsables de ces cas de menaces ou d'attaques contre des journalistes et des cas d'impunité.
- Faire avancer les enquêtes journalistiques pour poursuivre ou attirer l'attention sur le travail d'investigation journalistique qui risque d'être interrompu ou censuré lorsque des journalistes sont attaqués, menacés, emprisonnés arbitrairement ou assassinés ; et/ou pour faire en sorte que le travail des journalistes qui ont été dissuadés ou empêchés de le poursuivre puisse être poursuivi par des pairs qui mettront ces histoires en lumière et les diffuseront largement.

### **RÉSULTAT 4**

Dans le cadre du Résultat 4, le GMDF soutient le litige stratégique afin de favoriser et de protéger les environnements où les cadres juridiques sont propices à un écosystème médiatique indépendant, libre et pluraliste.

Le litige ou contentieux stratégique consiste à identifier et à poursuivre des affaires juridiques ayant un potentiel stratégique important devant des tribunaux nationaux, régionaux et/ou internationaux, dans le cadre d'une stratégie visant à promouvoir et à protéger la liberté d'expression et la liberté des médias. Il s'agit de sélectionner et de porter une affaire devant une cour de justice dans le but de provoquer un changement plus large et systémique, dont l'impact dépassera le cas individuel.

Ce type de litige stratégique vise à :

- Développer une jurisprudence progressiste en contribuant à établir des précédents juridiques innovants liés aux défis clés et émergents de la liberté d'expression.
- Garantir que les législations nationales sur les médias et les normes internationales en matière de droits de l'homme soient correctement interprétées et appliquées.
- Encourager ou déclencher des réformes dans la législation, les politiques et les pratiques institutionnelles nationales et régionales, conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme.
- Permettre aux journalistes et/ou aux médias victimes de menaces, d'attaques, de restrictions ou de pressions d'obtenir réparation.

Les affaires soutenant des interventions par le biais des mécanismes de procédures spéciales de l'ONU sont également considérées comme des litiges stratégiques dans le cadre du Résultat 4.

Les projets cherchant à faire progresser le Résultat 4 peuvent mettre en œuvre différentes activités, notamment (parmi d'autres activités) :

- Identifier et favoriser l'enquête, la poursuite et la sanction des violations contre les journalistes et/ou contre le droit à la liberté d'expression sur la base d'un litige stratégique devant des tribunaux nationaux et régionaux, ainsi que des organismes internationaux.
- Produire, présenter et favoriser la présentation de mémoires d'*amicus curiae* dans le cadre de litiges stratégiques devant les tribunaux nationaux supérieurs et les tribunaux régionaux/internationaux des droits de l'homme.
- Utiliser les mécanismes des procédures spéciales de l'ONU pour intervenir en réponse aux cas de violence contre les journalistes et aux violations des droits à la liberté d'expression et à la liberté des médias.
- Opérationnaliser, favoriser ou renforcer la collaboration entre des juristes locaux, régionaux et internationaux pour la fourniture de conseil juridique spécialisé versant sur des affaires présentant un potentiel stratégique important et pour appuyer des actions à tous les niveaux pour sauvegarder le droit à la liberté d'expression et à la liberté des médias ; améliorer et partager une jurisprudence favorable à un écosystème médiatique indépendant, libre et pluraliste ; et contribuer à la réforme des cadres juridiques, des politiques et des pratiques pertinentes.

#### **IV. QUELS SONT LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ ET D'ÉLIGIBILITÉ ?**



Seuls les dossiers de candidature qui répondent aux critères d'admissibilité et d'éligibilité feront l'objet d'une évaluation approfondie.

#### **4.1. ADMISSIBILITÉ**

Les conditions d'admissibilité sont les suivantes :

- La proposition de partenariat (formulaire de candidature et budget) et les documents justificatifs doivent être soumis par e-mail à [gmdf@unesco.org](mailto:gmdf@unesco.org).
- La proposition et les pièces justificatives doivent être soumises avant la date limite de cet Appel.
- La proposition présentée doit être complète et dans le bon format (voir les formulaires, les documents et le format requis dans la section VIII ci-dessous).
- La proposition et les pièces justificatives doivent être signées, le cas échéant, par le représentant autorisé du candidat.

#### **4.2. CANDIDATS ÉLIGIBLES**

Les candidats doivent répondre aux critères suivants :

##### **a) Statut Juridique :**

Cet Appel à Partenariats est **ouvert uniquement aux entités à but non lucratif** (notamment des ONG, des associations de médias, des syndicats de journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des associations d'avocats et des organisations d'aide juridique pro bono, des réseaux de journalisme d'investigation, des fondations, des institutions académiques...). Leur statut ne doit pas permettre que les biens ou les services qu'elles fournissent soient une source de revenus, de profits ou d'autres gains financiers pour ceux qui les établissent, les contrôlent ou les financent. Leurs objectifs, leur fonction et leur fonctionnement doivent avoir un caractère non lucratif.

Les candidats doivent être actifs et enregistrés en tant qu'entités sans but lucratif **depuis au moins deux ans**.

Les personnes physiques, les sociétés privées, les entités sans personnalité juridique et les organisations actives ou enregistrées depuis moins de deux ans **ne sont pas admissibles** au mécanisme de financement.

##### **b) Capacité :**

Les candidats doivent répondre aux critères suivants :

- Apporter une « valeur ajoutée » en termes de contribution monétaire ou en nature (quantifiée) : les candidats doivent être en mesure de contribuer à hauteur d'au moins 5% du budget total du projet. Ce dernier doit inclure les coûts directs appropriés pour la réalisation des objectifs de l'action.
- Avoir une situation financière saine (les candidats doivent disposer de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir leur activité pendant toute la durée du projet).
- Faire preuve de compétences de base en matière de gestion et de tenue de dossiers, ainsi que de procédures de contrôle interne appropriées.

- Faire preuve de leur engagement à défendre et à respecter les droits de l'homme, la liberté d'expression et l'égalité des genres.
- Avoir la capacité de :
  - Gérer le volume des fonds et mettre en œuvre les activités convenues de manière efficiente et efficace.
  - Participer aux activités de planification, de suivi et d'évaluation (cette dernière, le cas échéant).
  - Affecter un personnel pour réaliser ou diriger la mise en œuvre du projet.

Les candidats ayant déjà obtenu un financement du GMDF dans le cadre du premier Appel à Partenariats, du programme régulier de l'UNESCO ou d'autres modalités extrabudgétaires (telles que le PIDC ou le Programme Multi-Donateurs sur la Liberté d'Expression et la Sécurité des Journalistes) **peuvent également être éligibles** pour faire une demande de subvention au titre du Fonds Mondial pour la Défense des Médias, s'ils remplissent les conditions énumérées ci-dessus.

Un candidat **ne peut pas soumettre plus d'une** proposition de partenariat dans le cadre de cet Appel à Partenariats, et ne peut donc pas se voir attribuer plus d'une subvention.

#### **4.3. PROPOSITIONS DE PARTENARIAT ÉLIGIBLES**

##### **4.3.1. Conditions Requises et Caractéristiques Supplémentaires**

###### ***Conditions Requises***

**Les Conditions de Base.** Les propositions de partenariat éligibles sont celles qui proposent un résultat, un ou plusieurs objectifs, des réalisations et mettant en œuvre des activités claires et vérifiables cherchant **directement à faire progresser l'un ou plusieurs des Résultats du GMDF** (à l'exception du Résultat 1). Le ou les objectifs de l'action doivent être S.M.A.R.T. : Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes et limités dans le Temps (18 mois maximum), ainsi que réalisables sur le plan opérationnel, technique et financier).

Les modalités de mise en œuvre proposées doivent contribuer de manière effective et efficace à la réalisation de le ou les objectifs de l'action.

Les propositions de partenariat doivent aller bien au-delà du niveau des activités et viser un changement durable et sur le long terme.

Les activités qui font partie d'une action plus large et en cours sont éligibles dans le cadre de cet Appel. Néanmoins, les coûts encourus avant la date de l'*Accord de Partenariat d'Exécution* correspondant ne peuvent pas être financés par le GMDF.

**Une Approche Fondée sur les Droits de l'Homme (HRBA).** Les actions proposées doivent être développées et mises en œuvre sur la base d'une approche fondée sur les droits de l'homme : elles doivent être fondées sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et destinées à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, et doivent aussi veiller à la participation des personnes les plus marginalisées, exclues ou discriminées. Tous les travaux juridiques et journalistiques de fond bénéficiant d'un financement partiel ou total du GMDF devront respecter les normes internationales en matière de liberté d'expression et de sécurité des journalistes (telles que



définies par la DUDH et le PIDCP, ainsi que par les résolutions pertinentes des Nations Unies et des organismes régionaux des droits de l'homme) et se conformer au Plan d'action des Nations Unies sur la Sécurité des Journalistes et la Question de l'Impunité.

Toutes les propositions de partenariat doivent faire une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces).

**L'Égalité des Genres.** Conformément à la priorité globale de l'Organisation en matière d'Égalité des Genres<sup>7</sup>, l'UNESCO s'est engagée à apporter une contribution positive et durable à l'autonomisation des femmes et à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre de son mandat. Le GMDF est mis en œuvre sur la base de bonnes pratiques sensibles au genre<sup>8</sup> et transformatrices de genre<sup>9</sup>, et donne la priorité aux actions qui accordent une attention particulière aux menaces spécifiques à la sécurité des femmes journalistes en ligne et hors ligne (risques spécifiques au genre), et qui renforcent les capacités des femmes journalistes à se protéger et à faire face au harcèlement et à la violence.

Toutes les propositions de partenariat sollicitant un financement du GMDF **doivent intégrer la dimension de genre** tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre de l'action qu'elles proposent, conformément à une approche sensible au genre et/ou transformatrice de genre.

#### ***Caractéristiques Supplémentaires : Préférence et Attention Particulière***

**a) Préférence :** Le GMDF accordera une note supplémentaire aux propositions de partenariat répondant à au moins l'un des critères suivants :

Égalité des Genres : Le GMDF accordera la priorité aux propositions contribuant de manière significative à l'égalité des genres par la mise en œuvre des actions proposées, en abordant les

---

<sup>7</sup> L'Égalité des genres : Pour l'UNESCO, l'égalité des genres fait référence à l'égalité des droits, des responsabilités et des chances des femmes et des hommes, des filles et des garçons. Elle implique que les intérêts, les besoins et les priorités des femmes et des hommes soient pris en considération, en reconnaissant la diversité des différents groupes de femmes et d'hommes.

<sup>8</sup> Sensible au genre : Une approche sensible au genre exige que la stratégie de mise en œuvre de l'action comprenne une analyse de genre basée sur des preuves identifiant et reconnaissant les différences et les inégalités existantes entre les femmes et les hommes, y compris les inégalités dans les taux de participation et dans l'obtention de bénéfices. L'action doit identifier des mécanismes ou des activités spécifiques qui aideraient à aller dans la direction souhaitée (cibler et bénéficier à un groupe spécifique de femmes et d'hommes pour atteindre l'objectif de l'action), en répondant aux différents besoins, aspirations, capacités et contributions des femmes et des hommes.

<sup>9</sup> Transformatrice de genre : Une approche transformatrice de genre met en œuvre des actions visant à traiter les causes sous-jacentes des inégalités de genre. La stratégie de mise en œuvre de l'action doit inclure une analyse de genre basée sur des preuves, non seulement identifiant et reconnaissant les différences et inégalités existantes entre les femmes et les hommes, mais aussi les causes sous-jacentes et les facteurs de caractère systémique produisant ou influençant ces différences et inégalités. En plus d'identifier des mécanismes ou des activités qui (i) répondront aux différents besoins, aspirations, capacités et contributions des femmes et des hommes, l'action doit (ii) remettre en question les politiques et pratiques discriminatoires existantes et influencer un changement radical dans les contextes sociaux, économiques et politiques qui soutiennent ou influencent ces politiques et pratiques.

menaces spécifiques auxquelles sont confrontées les femmes journalistes et/ou en ciblant les femmes journalistes comme les principales bénéficiaires de l'action (Priorité Globale Égalité des Genres).

Afrique : Le GMDF accordera la priorité aux propositions provenant de/ou ciblant l'Afrique (Priorité Globale Afrique).

**b) Attention Particulière** : Le GMDF accordera une attention particulière aux propositions :

- Présentées par des organisations locales/de base ;
- Provenant de/ou ciblant les régions qui ont été sous-représentées dans le premier Appel à Partenariats du GMDF (États Arabes, Asie et Pacifique) ;
- Provenant de/ou ciblant des pays les moins avancés (PMA) et des petits États insulaires en développement (PEID) ;
- Mettant en œuvre des approches innovantes (c'est-à-dire, appliquant des idées et des approches nouvelles ou inédites pour résoudre des problèmes existants) ;
- S'appuyant sur ou renforçant la collaboration entre des OSC et des réseaux de journalistes travaillant pour le renforcement de la protection des journalistes et/ou l'amélioration de leur accès à l'assistance juridique ;
- S'appuyant sur des liens avec des réseaux existants, ainsi qu'avec des initiatives ou des projets nationaux ou régionaux plus larges.

#### **4.3.2. Durée de l'Action**

Les activités décrites dans la proposition de partenariat doivent être mises en œuvre sur une période de 6 mois minimum et 18 mois maximum.

#### **4.3.3. Budget du Projet**

Les candidats doivent remplir le **Modèle de Budget du GMDF** (Annexe 4), en exprimant le coût du projet proposé en **dollars américains**.

L'objectif du budget est d'estimer les coûts de manière aussi réaliste que possible. Le budget doit être préparé de manière suffisamment détaillée pour justifier les besoins en ressources, démontrer le rapport coût-efficacité et, dans la mesure du possible, comporter une ventilation détaillée des besoins en ressources selon les périodes dans lesquelles les transferts en espèces au partenaire de mise en œuvre sont attendus (voir « Formalisation du Contrat et Mise en Œuvre du Projet » ci-dessous).

Le budget prévisionnel proposé servira de base à l'accord de financement si une subvention est accordée. Néanmoins, l'UNESCO pourra demander la rationalisation ou d'autres modifications au budget proposé suite à la présélection d'une proposition de partenariat. Ainsi, la présélection d'une proposition de partenariat n'implique pas nécessairement l'approbation de la totalité du budget proposé par le candidat. L'UNESCO se réserve le droit de négocier le budget avec les partenaires présélectionnés avant la signature de l'*Accord de Partenariat d'Exécution* afin de garantir l'optimisation des ressources.

#### ***Coûts Éligibles***

Les candidats doivent inclure chaque activité et chaque élément de coût dans le budget prévisionnel, y compris les coûts qui feront partie de leur contribution au projet (voir « Contribution du Partenaire »

ci-dessous). Les éléments de coût n'ayant pas été inclus dans le budget approuvé par l'UNESCO ne seront pas financés.

Les budgets doivent être préparés pour chaque activité et ventilés par ligne budgétaire. Tout coût ne présentant pas la ventilation nécessaire ne sera pas accepté.

Les budgets doivent **uniquement inclure les coûts directs** liés à la réalisation des objectifs du projet. Les coûts indirects, généraux ou administratifs (frais de bureau, frais bancaires, frais de suivi et de rapport, etc.) associés au projet doivent être pris en charge par le partenaire et ne peuvent être pris en charge par le GMDF.

Le budget doit allouer **un minimum de 5%** du budget total (incluant la contribution du GMDF et du partenaire) **aux actions de communication et de visibilité**, afin de générer et d'assurer la visibilité du projet auprès des bénéficiaires potentiels et des différentes parties prenantes.

La ventilation des coûts doit être jugée raisonnable et équitable par l'UNESCO par rapport aux tendances actuelles du marché, et représenter le **meilleur rapport qualité-prix**<sup>10</sup>.

Si bien les budgets doivent être aussi précis que possible, il est reconnu qu'un budget est essentiellement un plan et que des variations se produisent souvent au cours de la mise en œuvre. Par conséquent, une variation allant jusqu'à 10% des dépenses réelles sur les lignes budgétaires peut être envisagée.

Seuls les **coûts encourus pendant la durée de l'action** telle que spécifiée dans l'*Accord de Partenariat d'Exécution* correspondant sont éligibles. Les coûts encourus avant la date de début du contrat ne seront pas financés par le GMDF (pas de rétroactivité possible).

Tous les coûts du projet doivent être enregistrés dans les registres comptables du partenaire et inclus dans le rapport financier certifié qui sera soumis par le partenaire à la fin de la période contractuelle (voir « Formalisation du Contrat et Mise en Œuvre du Projet » ci-dessous).

### **Contribution du Partenaire**

Un *Accord de Partenariat d'Exécution* (IPA) va au-delà de la seule prestation d'un service rémunéré, tel que normalement couvert par un contrat de services/biens/travaux. Ce contrat implique **la mise en place d'un partenariat** au travers des différents aspects de l'action, entre deux parties qui bénéficient mutuellement d'un tel arrangement.

L'une des principales caractéristiques d'un IPA est la « **valeur ajoutée** » apportée par le partenaire, qui comprend une contribution monétaire ou en nature au projet (au-delà de la seule prestation d'un service). Par conséquent, tous les partenaires sont censés apporter une contribution financière

<sup>10</sup> Le « *meilleur rapport qualité-prix* » fait référence à l'utilisation optimale des ressources pour obtenir les résultats escomptés. L'optimisation des ressources ne consiste pas à obtenir le coût initial le plus bas. L'évaluation du rapport qualité-prix implique une combinaison d'économie (maintenir les intrants –ressources humaines et financières– aussi bas que possible) ; d'efficacité (comment les intrants sont convertis en extrants à transférer aux bénéficiaires) ; et d'efficacités (maintenir la qualité des extrants aussi élevée que possible afin d'avoir le plus grand résultat et impact possible).

(monétaire ou en nature) **équivalente à au moins 5 % du budget total du projet**, comprenant des coûts directs liés à la réalisation des objectifs du projet.

#### ***Cofinancement par d'autres Sources de Financement Externe***

En plus de la subvention demandée au titre du GMDF, l'action proposée dans la proposition de partenariat peut aussi être partiellement soutenue par des contributions financières de tiers.

## **V. QUEL EST LE BUDGET INDICATIF DISPONIBLE POUR CET APPEL ?**

Le montant total alloué au cofinancement de projets dans le cadre de cet Appel est estimé à **1,000,000 USD**. Ce montant sera distribué parmi les propositions ayant obtenu le score d'évaluation le plus élevé (nombre estimé de subventions : 35).

Toute subvention demandée dans le cadre de cet Appel doit se situer entre un montant minimum de **15,000 USD** et un montant maximum de **35,000 USD**. Le montant demandé par les candidats doit être proportionnel à leurs capacités de gestion administrative et financière.

L'UNESCO se réserve le droit de ne pas distribuer tous les fonds disponibles, ainsi que le droit d'accorder la totalité ou seulement une partie du financement demandé par les candidats.

Veuillez noter que l'octroi d'une subvention ne donne pas droit à une subvention pour les années suivantes.

Aucune subvention ne peut être accordée rétroactivement pour des actions déjà réalisées.

Les fonds de la subvention ne peuvent être dépensés que pour les activités définies dans l'*Accord de Partenariat d'Exécution* correspondant (voir « Formalisation du Contrat et Mise en Œuvre du Projet » ci-dessous).

Le GMDF **ne financera pas** des activités qui ne contribuent pas directement au Résultat 2, Résultat 3, et/ou Résultat 4 du Fonds.

## **VI. PROCESSUS D'ÉVALUATION ET SÉLECTION**

Les candidats doivent soumettre leurs propositions de partenariat **avant le 15 juin 2021 à 23h59 (CET)**.

Afin d'évaluer les propositions de partenariat soumises dans le cadre de cet appel, l'UNESCO appliquera la procédure suivante :

#### ***Évaluation Préliminaire***

- Contrôle d'Admissibilité (voir « Conditions d'Admissibilité » sous la section IV ci-dessus).
- Contrôle d'Éligibilité (voir « Conditions d'Éligibilité » sous la section IV ci-dessus).

#### ***Évaluation des Propositions***

La sélection des propositions sera effectuée :

- ✓ Dans le respect des règles, règlements et procédures applicables de l'UNESCO ;

- ✓ Sur la base de trois principes : *Meilleur rapport qualité-prix ; Equité, Intégrité et Transparence ; et Economie et Efficacité.*

**Meilleur rapport qualité-prix :** L'UNESCO acceptera les propositions de partenariat répondant effectivement aux exigences de l'UNESCO (telles qu'énoncées dans cet Appel) sur la base d'une évaluation intégrée des éléments de la proposition (y compris les facteurs techniques, organisationnels et financiers) à la lumière de leur importance relative (c'est-à-dire les coûts et avantages du cycle de vie, la fiabilité, la qualité, l'expérience, la réputation, les performances passées, le réalisme et le caractère raisonnable des coûts/frais). Les paramètres de l'UNESCO comprennent également des facteurs sociaux et environnementaux, ainsi que les objectifs stratégiques du GMDF. Pour garantir le meilleur rapport qualité-prix, l'Appel et les processus d'évaluation et de sélection doivent maximiser la concurrence, garantir une évaluation impartiale et complète des propositions et assurer la sélection des candidats dont les propositions présentent le plus haut degré de pertinence et de réalisme, et dont les performances sont censées répondre au mieux aux normes, spécifications, au cahier de charges et au mandat de l'UNESCO.

**Equité, Intégrité et Transparence :** L'équité implique d'être raisonnable aussi bien qu'impartial, et de considérer chacun de la même manière. L'intégrité concerne des aspects du comportement personnel et institutionnel, notamment des qualités telles que l'honnêteté, la véracité, l'impartialité et l'incorruptibilité. La transparence, la visibilité et l'ouverture sans entrave de toutes les transactions, garantit que toutes les informations sur les politiques, procédures, opportunités et processus sont clairement définies et largement diffusées et disponibles. Un système transparent augmente la possibilité de détecter tout écart par rapport à un traitement juste et égalitaire, et rend donc ces écarts moins susceptibles de se produire. La transparence protège ainsi l'intégrité du processus et les intérêts de l'UNESCO. L'UNESCO est responsable de la protection de l'intégrité du processus et du maintien de l'équité dans sa relation avec tous les bénéficiaires potentiels. Une sélection judicieuse des bénéficiaires (c.-à-d. transparence du processus ; probité ; dossiers complets et exacts ; responsabilité ; confidentialité) doit être garantie par des règles et des procédures réalisables et sans ambiguïté.

**Economie et Efficacité :** L'économie et l'efficacité se réfèrent au niveau de réussite de l'UNESCO en ce qui concerne la mise en œuvre de ses opérations, tout en garantissant la bonne quantité et la bonne qualité, au bon moment, au bon prix et au bon endroit, ainsi qu'au degré de minimisation des coûts globaux dans l'intérêt du budget global de l'Organisation. Par ce principe, l'UNESCO protège les intérêts des États membres et des donateurs dans la sélection des partenaires. L'efficacité permet de garantir que l'intérêt des bénéficiaires soit satisfait grâce à la sélection de partenaires qui peuvent répondre à leurs besoins.

Les propositions sont évaluées et notées en fonction d'une grille d'évaluation sur une échelle de 0 à 5 points (des demi-points peuvent être attribués) :

- 0 – La proposition ne répond pas aux critères ou ne peut être évaluée en raison d'informations manquantes ou incomplètes.

- 1 – Médiocre. La proposition n'aborde pas les critères de manière adéquate ou contient de graves lacunes qui ne peuvent être corrigées sans modifier une partie importante de la proposition.
- 2 – Moyen. La proposition répond largement aux critères généraux, mais elle présente des faiblesses ou des lacunes importantes qui l'éloignent des objectifs clés du GMDF.
- 3 – Bien. La proposition aborde bien la plupart des critères et propose certaines activités/objectifs qui correspondent aux objectifs du GMDF, mais elle présente des lacunes importantes qu'il sera ou non possible de corriger de manière satisfaisante au cours de la phase de rationalisation.
- 4 – Très Bien. La proposition aborde de manière satisfaisante tous les critères, bien qu'un petit nombre de lacunes nécessiteront une rationalisation pour garantir sa conformité avec les objectifs du GMDF.
- 5 – Excellent. La proposition aborde de manière satisfaisante tous les critères et se conforme pleinement aux les objectifs du GMDF. Les lacunes existantes sont très mineures et peuvent être facilement corrigées ou ajustées pendant la phase de rationalisation.

Les propositions de partenariat seront présélectionnées parmi celles ayant obtenu le score total le plus élevé sur la base de la **grille d'évaluation** suivante :

GRILLE D'ÉVALUATION		
CATÉGORIE	CRITÈRES	SCORE
<b>Proposition de Partenariat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Contribution aux Résultats du GMDF</li> <li>✓ Objectif(s) spécifique(s), mesurable(s), réalisable(s), et réaliste(s)</li> <li>✓ Mise en œuvre limitée dans le temps (18 mois maximum)</li> <li>✓ Faisabilité opérationnelle et technique</li> <li>✓ Conformité des modalités de mise en œuvre aux objectifs</li> <li>✓ Analyse SWOT</li> <li>✓ Approche fondée sur les droits de l'homme tout au long du développement et de la mise en œuvre</li> <li>✓ Intégration de la dimension de genre</li> <li>✓ Respect des normes internationales en matière de liberté d'expression et de sécurité des journalistes</li> <li>✓ Conformité avec le Plan d'Action de l'ONU sur la Sécurité des Journalistes et la Question de l'Impunité</li> <li>✓ Caractéristiques Supplémentaires : Priorités et Attention Particulière</li> <li>✓ L'avis des bureaux hors siège de l'UNESCO</li> </ul>	5 points
<b>Proposition Financière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Coûts éligibles uniquement</li> </ul>	5 points





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

## Fonds mondial pour la défense des médias

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Raisonnable des coûts par rapport aux normes locales (faisabilité financière)</li> <li>✓ <i>Meilleur rapport qualité-prix</i></li> <li>✓ 'Valeur ajoutée' du partenaire</li> </ul>	
<b>Capacité du Partenaire</b>	Y compris : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Situation financière saine</li> <li>✓ Compétences managériales</li> <li>✓ Compétences en matière de tenue de dossiers</li> <li>✓ Capacité à gérer le volume des fonds</li> <li>✓ Capacité à mettre en œuvre les activités de manière efficace et efficiente</li> <li>✓ Capacité à opérer dans les pays/zones cibles</li> <li>✓ Procédures de contrôle interne appropriées</li> <li>✓ Engagement en faveur des droits de l'homme, de la liberté d'expression et de l'égalité des genres</li> <li>✓ Planification, suivi, évaluation</li> <li>✓ Personnel</li> </ul>	5 points
<b>Score Total (Maximum)</b>		<b>15 points</b>

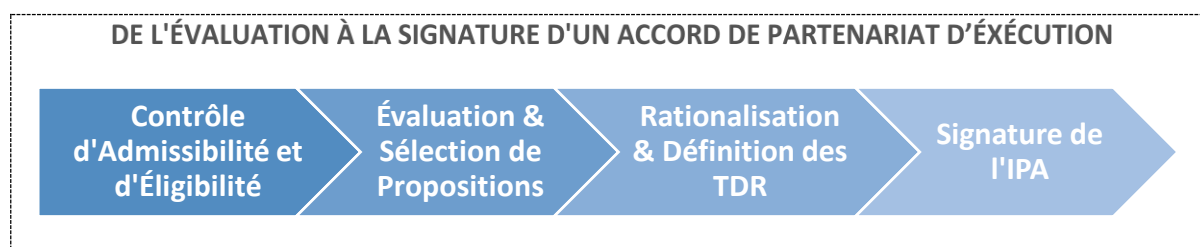
### Présélection des Propositions

Le comité de sélection établira une liste classée des propositions de partenariat et présélectionnera pour un financement celles ayant obtenu la note totale la plus élevée. L'UNESCO placera les propositions de partenariat non sélectionnées les mieux classées sur une liste d'attente de propositions susceptibles de se voir offrir un financement si un projet mieux classé ne se réalise pas ou si des fonds supplémentaires sont disponibles. L'UNESCO informera les candidats dont la proposition sera placée sur la liste d'attente et précisera une date pour la confirmation de la subvention.

L'UNESCO informera également les candidats du rejet ou de l'inéligibilité de leur proposition.

Les résultats du processus de sélection seront communiqués à tous les candidats par courrier électronique.

## VII. FORMALISATION DU CONTRAT ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET



## 7.1. DÉFINITION DES TERMES DE RÉFÉRENCE & RATIONALISATION DES ACTIVITÉS/DU BUDGET

À la suite de la présélection<sup>11</sup> d'un candidat, l'UNESCO invitera chaque partenaire présélectionné à rationaliser, le cas échéant, et/ou à négocier les termes de référence (TDR) de l'*Accord de Partenariat d'Exécution* (IPA) qui sera établi entre l'Organisation et le partenaire présélectionné, conformément aux règles et règlements administratifs de l'UNESCO.

Les termes et conditions des IPA sont disponibles dans l'Annexe 4 (modèle d'Accord de Partenariat d'Exécution).

Si des retards déraisonnables sont enregistrés dans la finalisation de l'IPA sans que l'UNESCO en soit responsable, ou s'il n'est pas possible de parvenir à un accord sur les termes de référence et/ou d'autres contenus de l'IPA, l'offre de subvention pourrait être retirée et la subvention accordée à un autre candidat.

## 7.2. LIVRABLES ET MODALITÉS DE PAIEMENT

Le montant total de la contribution du GMDF sera transféré aux partenaires de mise en œuvre sélectionnés **en au moins trois versements distincts** :

- Un **paiement initial** équivalent à 33% maximum de la subvention totale, à verser au partenaire au cours du premier mois du contrat, contre la soumission (et l'approbation par l'UNESCO) d'un rapport initial.
- Un **paiement intermédiaire** équivalent à environ 47% de la subvention totale, à verser au partenaire au cours du troisième mois du contrat contre la soumission (et l'approbation par l'UNESCO) d'un rapport narratif intermédiaire, contenant des informations pertinentes sur le progrès de l'action (principales étapes ou succès des trois premiers mois du projet ; état des réalisations prévues, de la mise en œuvre des activités -et du plan de communication- et de la réalisation des résultats ; une évaluation du progrès par rapport au plan de travail initial ; les contraintes ou défis significatifs rencontrés ; et d' autres éléments ou facteurs qui ont été importants pour la mise en œuvre du projet).

<sup>11</sup> Aux fins de cet Appel, les partenaires « présélectionnés » sont ceux soumettant la proposition de partenariat la mieux classée et ensuite invités à entamer des négociations avec l'UNESCO pour rationaliser le budget et les activités proposées et/ou définir les termes de référence d'un *Accord de Partenariat d'Exécution*, avant la validation et la signature du contrat.

- Un **paiement final** équivalent à environ 20% de la subvention totale, à verser dans le mois suivant la fin du contrat, contre la soumission (et l'approbation par l'UNESCO) d'un rapport narratif final<sup>12</sup> et d'un rapport financier certifié<sup>13</sup>.

Tous les paiements du contrat dépendront de la certification, par l'officier de l'UNESCO responsable de l'IPA, de la bonne exécution des travaux par le partenaire avant la date de paiement de chaque versement.

Les partenaires devront soumettre une facture ou une demande de paiement signée pour chaque tranche du contrat. Toutes les tranches seront payées en dollars américains.

### 7.3. COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Afin de maximiser la visibilité et l'impact de l'action et du GMDF, chaque projet doit proposer une stratégie claire et solide pour la communication de leurs activités et leurs résultats. La proposition de partenariat doit ainsi inclure un plan de communication détaillé, indiquant ses principaux objectifs, son ou ses publics cibles, ses messages clés et ses méthodes de diffusion.

## VIII. COMMENT MON ORGANISATION PEUT-ELLE SOUMETTRE UNE PROPOSITION DE PARTENARIAT ?

Toutes les informations nécessaires à la préparation de votre proposition de partenariat sont disponibles sur le site web du Marché mondial des Nations Unies (UNGM), ainsi que sur le site web du Fonds Mondial pour la Défense des Médias (sous « Second Appel à Partenariats »).

**Checklist** : Tous les candidats, sans exception, doivent soumettre les **formulaires et documents justificatifs énumérés ci-dessous** :

1. Formulaire de Candidature (signature requise).
2. Modèle de Budget dûment rempli, avec le logo du candidat et la signature du représentant autorisé (signature requise).
3. Formulaire d'identification du partenaire de l'UNESCO (signature requise).

<sup>12</sup> Un rapport narratif final résumant toutes les actions entreprises pendant la durée de l'IPA. Le rapport fournira une analyse du progrès réalisé par rapport aux objectifs dans le respect des contraintes de temps, de quantité, de qualité et de budget : c'est-à-dire, une évaluation analytique de la performance du projet en termes de progrès vers l'obtention des résultats vis-à-vis les résultats attendus du projet, des réalisations produites et de la mise en œuvre des activités, y compris des références aux défis de la mise en œuvre, aux actions correctives et aux enseignements tirés ; une proposition sur les prochaines étapes ou actions pour aller au-delà des objectifs du projet ; et des informations sur la manière dont les considérations d'égalité des genres ont été incluses tout au long du développement et de la mise en œuvre du projet, en fournissant des données ventilées par sexe.

<sup>13</sup> Tous les rapports de dépenses doivent être certifiés par un fonctionnaire autorisé de l'institution partenaire attestant que les dépenses déclarées sont exactes, que les ressources ont été utilisées conformément aux dispositions du budget et aux termes et conditions de l'*Accord de Partenariat d'Exécution*, et que toutes les dépenses sont dûment appuyées par les pièces justificatives pertinentes. L'UNESCO n'acceptera que les dépenses qui seront conformes au budget approuvé. Le rapport financier doit être certifié par l'autorité financière du partenaire (contrôleur ou équivalent), ou par un auditeur externe du partenaire.

4. Certificat Officiel attestant le statut juridique du candidat (si le certificat est disponible dans une langue autre que l'anglais et le français, le candidat doit également soumettre une traduction certifiée).
5. États financiers (y compris le bilan, le compte de résultats et les annexes) des deux derniers exercices pour lesquels les comptes ont été clôturés, signés et certifiés par l'autorité financière du candidat (contrôleur ou équivalent) et audités, le cas échéant (signature requise).
6. Un rapport d'activités annuel de l'entité, couvrant les activités mises en œuvre au cours de l'année écoulée (afin d'examiner les compétences professionnelles et les qualifications des candidats).
7. Curriculum Vitae (CV) du personnel clé qui est ou sera impliqué dans la mise en œuvre du projet.

Seules les propositions remplissant les critères d'éligibilité seront prises en considération pour une subvention.

Veuillez noter que toutes les propositions doivent être soumises **en anglais ou en français**, sans exception.

Afin de **soumettre** une proposition de partenariat, veuillez envoyer les formulaires remplis (et signés, le cas échéant) et les pièces justificatives à l'adresse électronique suivante : [gmdf@unesco.org](mailto:gmdf@unesco.org). Tous les documents doivent être partagés dans un format lisible (Word ou PDF pour les formulaires, PDF ou JPG pour les pièces justificatives). Aucune autre méthode de soumission ne sera acceptée.

## IX. FAQ : QUESTIONS FRÉQUEMMENT POSÉES

### 1. Puis-je soumettre une proposition cherchant à faire progresser le Résultat 1 du GMDF ?

Non. Cet Appel à Partenariats ne concerne que le Résultat 2, le Résultat 3 et le Résultat 4 du Fonds. Toutes les activités qui contribuent à faire progresser le **Résultat 1 du GMDF** –mis en œuvre par l'IBAHRI, le Réseau Consultatif de la Coalition pour la liberté des médias et d'autres partenaires de mise en œuvre– sont donc exclues de cet appel.

### 2. Le GMDF soutient-il des projets axés sur le plaidoyer ou les formations pour les journalistes ?

Le GMDF ne soutient pas les **activités de plaidoyer et de renforcement des capacités** (formations, ateliers...) en tant qu'activités autonomes, mais uniquement en tant qu'activités complémentaires pour la mise en œuvre d'activités qui contribuent directement à faire progresser au moins l'un des Résultats du GMDF mentionnés ci-dessus.

### 3. Le Résultat 3 du Fonds soutient-il tout type de journalisme d'investigation ?

Non. Le Résultat 3 soutient uniquement le type de journalisme d'investigation qui peut contribuer efficacement à réduire l'impunité et à renforcer la sécurité de ceux qui mènent ce type de travail.

**4. Puis-je soumettre une proposition de partenariat contribuant à faire progresser plus d'un Résultat, ou tous les trois ?**

Oui. Les propositions de partenariat peuvent contribuer à faire progresser l'un des Résultats du GMDF, deux ou tous les trois. Cela n'affectera pas l'évaluation et/ou la notation de la proposition.

Néanmoins, il est conseillé aux candidats de s'assurer de la cohérence des actions proposées.

**5. Plusieurs organisations peuvent-elles s'associer dans une proposition conjointe ?**

Oui. L'UNESCO encourage les partenariats entre OSC pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets dans le cadre du GMDF, car la complexité des questions liées à la sécurité des journalistes et à la liberté des médias exige une action concertée des parties prenantes. La collaboration et les actions collectives permettront aux partenaires de tirer parti des compétences, des connaissances, de l'expertise et des capacités des uns et des autres, et de renforcer l'impact de l'action.

Cependant, veuillez noter que les propositions de partenariat ne peuvent être soumises que par une seule entité (le candidat principal), qui sera également la contrepartie de l'UNESCO dans le cadre de l'*Accord de Partenariat d'Exécution* correspondant. Cela veut dire que seul le candidat principal pourra être le bénéficiaire du financement du GMDF attribué dans le cadre de cet Appel, et donc responsable vis-à-vis de l'UNESCO pour ces fonds.

Les candidats peuvent également collaborer avec d'autres OSC sur des activités spécifiques.

Si votre organisation prévoit de s'associer à d'autres, il vous sera demandé de décrire le schéma de partenariat dans le formulaire de candidature. Il n'y a pas de limite au nombre de partenaires participant à un projet donné.

**6. Notre organisation est légalement constituée depuis moins de deux ans, bien qu'elle soit active depuis bien plus longtemps. Pouvons-nous soumettre une proposition de partenariat ?**

Non. Selon les critères d'éligibilité de cet Appel, les candidats doivent être actifs et enregistrés en tant qu'entités à but non lucratif depuis au moins deux ans. Si votre organisation ne remplit pas cette condition, elle n'est pas un candidat éligible dans le cadre de cet Appel à Partenariats.

Une organisation qui ne remplit pas cette condition d'éligibilité peut s'associer à une OSC partenaire/parraine répondant à toutes les conditions d'éligibilité afin de soumettre une proposition de partenariat conjointe. Néanmoins, les conditions mentionnées sous la question 5. ci-dessus s'appliquent toujours.

**7. Un projet peut-il être mis en œuvre dans plus d'un pays cible ?**

Oui. Une seule proposition de partenariat peut cibler plus d'un pays, car le GMDF soutient des projets ayant une portée géographique locale, régionale et/ou internationale. Dans le cas échéant, l'approche globale et les activités proposées doivent être correctement adaptées au contexte de chaque pays.

**8. Est-il possible pour une organisation de soumettre plus d'une proposition de partenariat ?**

Non. Un candidat ne peut soumettre qu'une seule proposition en tant que candidat principal.

Les candidats ne peuvent pas soumettre une proposition de partenariat et prendre part à une autre proposition conjointe dans le cadre du même Appel.

#### **9. Est-il possible de sous-traiter des travaux ?**

Oui, mais la sous-traitance (l'externalisation de tâches ou d'activités spécifiques qui font partie de l'action décrite dans la proposition de partenariat et qui ne peuvent pas être réalisées par le partenaire de mise en œuvre lui-même) doit remplir les conditions suivantes :

- Elle ne peut couvrir que la mise en œuvre d'une partie limitée de l'action : les coûts de sous-traitance ne peuvent pas dépasser 33% du budget total du projet (incluant les contributions du partenaire et du GMDF).
- Elle doit être justifiée et nécessaire au regard de la nature de l'action et de sa mise en œuvre.
- Elle doit être clairement indiquée dans la proposition de partenariat (formulaire de candidature) et le budget.

Lorsque la mise en œuvre de l'action nécessite une sous-traitance, les partenaires de mise en œuvre doivent attribuer le contrat à l'offre présentant le meilleur rapport qualité-prix, en évitant les conflits d'intérêts et en conservant les pièces justificatives aux fins du rapport financier final (voir « Formalisation du Contrat et Mise en Œuvre du Projet » ci-dessus).

#### **10. Qui l'UNESCO considère-t-elle comme des « journalistes » aux fins du présent appel ?**

Le terme « journalistes » doit être interprété selon une perspective large et fonctionnelle, incluant tous les travailleurs des médias et le personnel de soutien, les travailleurs des médias communautaires, les caricaturistes et les journalistes citoyens.

#### **11. Est-il possible de soumettre une proposition de partenariat traitant spécifiquement de questions touchant les femmes journalistes, ou ciblant uniquement les femmes journalistes comme bénéficiaires ?**

Oui. En fait, la soumission de propositions de partenariat centrées sur les femmes journalistes est fortement encouragée, car le Fonds Mondial pour la Défense des Médias accordera la priorité (c'est-à-dire un score supplémentaire) aux projets qui traitent des menaces spécifiques à la sécurité des femmes journalistes en ligne et hors ligne.

#### **12. L'UNESCO accordera-t-elle des subventions supplémentaires une fois que le montant budget indicatif ait été distribué ?**

L'UNESCO ne peut s'engager à accorder des subventions supplémentaires après la distribution du budget indicatif. L'UNESCO placera les propositions de partenariat non sélectionnées les mieux notées sur une liste d'attente de propositions qui pourront se voir offrir un financement si un projet mieux noté ne se réalise pas ou si des fonds supplémentaires deviennent disponibles.

#### **13. Qui évaluera les propositions de partenariat ?**

Une première sélection sera effectuée par la section CI/FEJ de l'UNESCO, ancré sur le contrôle de l'admissibilité et l'éligibilité des propositions. Les propositions de partenariat éligibles feront ensuite l'objet d'un examen technique et financier qui sera effectué par un comité de sélection.